

## La fraude fiscale par sous déclaration du revenu: une décision en présence de risque, Revue de littérature et états des lieux

Hajar Karam<sup>1</sup>, Abdelmoumen Berjaoui<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations, Faculté d'Economie et de Gestion, Université IbnTofial, Kenitra

[hkaram95@gmail.com](mailto:hkaram95@gmail.com)

<sup>2</sup>Laboratoire de L'Économie et Management des Organisations, Faculté d'Economie et de Gestion, Université IbnTofial, Kenitra

[abdelmoumen.berjaoui@gmail.com](mailto:abdelmoumen.berjaoui@gmail.com)

---

### **Résumé:**

Au terme de cet article, on peut avancer que ce travail a pour objectif de faire le point sur la problématique de la fraude fiscale, partant d'une vision théorique du phénomène, à l'aide du modèle fondateur d'Allingham et Sandmo (1972), autrement dit d'étudier l'impact du taux d'imposition, du contrôle fiscal et du taux de pénalisation sur la fraude fiscale.

Le modèle affirme que les décisions des contribuables dépendront de leur indice d'aversion au risque relatif. Si l'indice augmente, le résultat est positif, ce qui signifie que le revenu déclaré a augmenté. Si l'indice est décroissant, le signe de l'expression est négatif, ce qui signifie que le revenu déclaré diminue.

Le montant du revenu qu'il déclarera dépendra de son taux d'imposition, de la possibilité de contrôle et du taux de pénalisation reçues lors de sa découverte.

Au Maroc, le contrôle fiscal est la pierre angulaire dans la lutte contre la fraude fiscale, pour cela il doit être musclé. Les recettes résultant des contrôles sont de 17,7 milliards de DH en 2018, soit une hausse de 46% par rapport à 2017.

Les dépenses publiques sont couvertes par un taux d'imposition très élevé, les effets de la politique fiscale conduisent les comportements des contribuables vers la fraude. Dans le cas de l'impôt sur les sociétés, 1% des entreprises seulement payent 80% des recettes.

En ce qui concerne les sanctions, la législation marocaine ne définit pas expressément l'infraction "fraude fiscale" mais elle se contente de réprimer certaines situations qui peuvent présupposer de l'existence d'une fraude.

---

**Mots clés :** Fraude fiscale, taux d'imposition, contrôle fiscal, Pénalité.

---

---

**Abstract:**

At the end of this article, we can say that the objective of this work is to take stock of the problem of tax evasion, starting from a theoretical vision of the phenomenon, using the founding model of Allingham and Sandmo (1972), that is to say to study the impact of the tax rate, the tax audit and the penalty rate on tax evasion.

The model states that taxpayers' decisions will depend on their relative risk aversion index. If the index is increasing, the result is positive, meaning that reported income has increased. If the index is decreasing, the sign of the expression is negative, meaning that reported income is decreasing.

The amount of income he declares will depend on his tax rate, the possibility of control and the rate of penalty received upon discovery.

In Morocco, the tax control is the cornerstone in the fight against tax evasion, for this it must be muscular. The revenue resulting from controls is 17.7 billion DH in 2018, an increase of 46% compared to 2017.

Public spending is covered by a very high tax rate, the effects of tax policy lead taxpayers' behavior towards fraud. In the case of corporate tax, only 1% of companies pay 80% of the revenue.

As far as sanctions are concerned, Moroccan legislation does not expressly define the offence of "tax fraud" but is content to repress certain situations that may presume the existence of fraud.

---

**Mots clés :** tax fraud , tax rates, tax audit, penalty

---

## **1. INTRODUCTION:**

Dans le contexte de la crise sanitaire, le monde traverse une conjoncture économique difficile, l'élargissement de l'assiette fiscale devient une urgence.

Les recettes fiscales constituent une ressource nécessaire au développement durable et représentent l'écrasante majorité des recettes de l'État.

Au Maroc, Les recettes fiscales représentent 90% des recettes ordinaires du budget général de l'État, soit 162 324 MDH en 2019. Elles représentent presque 65% des dépenses publiques de l'Etat, avec une moyenne annuelle de 22% du PIB.

La principale fonction d'un système fiscal est de générer suffisamment de recettes pour financer les dépenses essentielles consacrées aux biens et services.

L'Etat cherche sans doute à augmenter ses recettes fiscales, tandis que le contribuable cherchera à réduire ses charges fiscales.

En effet, la fraude fiscale est devenue une menace importante pour les recettes fiscales et une source d'inquiétude permanente pour l'économie réelle.

Bâtir un système fiscal efficace est plus facile à dire qu'à faire, la fraude fiscale prend de l'ampleur, occasionnant un manque à gagner important au niveau des ressources publiques.

Le débat sur la fraude fiscale est aujourd'hui plus que jamais d'une actualité brûlante et interpelle aussi bien les décideurs et les partis politiques que les chercheurs et les économistes.

Cette fraude s'exerce à l'encontre de l'Etat, qui représente l'acteur qui dispose du pouvoir de décision en matière fiscale.

Il détermine le niveau de l'imposition, il est également l'instaurateur du contrôle, ainsi que celui qui fixe les sanctions en cas de la détection de l'acte de fraude.

C'est pourquoi la fraude fiscale ne peut être analysée indépendamment de ces trois paramètres qui affectent la décision optimale du contribuable, à savoir : le taux d'imposition, la probabilité de contrôle fiscal et du taux de pénalité sur le revenu non déclaré lorsqu'il y a contrôle.

L'objectif de cet article est d'étudier l'impact de ces trois paramètres sur la décision de fraude. Autrement dit d'étudier la contribution de ces paramètres dans la lutte contre la fraude fiscale.

La lutte contre ce phénomène nécessite une connaissance approfondie de tous ses aspects à cause de la multitude de concepts qui lui sont voisins ainsi que le législateur fiscal marocain

ne donne pas une définition précise à cette notion, on peut dire que les articles 186 et 187 du CGI constituent l'élément légal.

L'architecture de l'article se déploie en trois points. Dans un premier temps, nous présenterons le cadre conceptuel de la fraude fiscale, le problème de définition et celle des concepts voisins,

Dans un second temps, nous présenterons l'impact du taux d'imposition, du contrôle fiscal et du taux de pénalisation sur la fraude fiscale selon le modèle **d'Allingham et Sandmo (1972)**, Enfin dans un troisième temps, nous aborderons une discussion des résultats.

Ce travail propose une étude approfondie de la fraude fiscale.

### **Méthodologie :**

Lorsque l'on commence à explorer le sujet de la fraude, il est frappant de constater que la plupart des études macroéconomiques sur ce sujet portent sur des exemples étrangers. Pour le Maroc, les travaux sont beaucoup plus rares.

Cet article a pour objectif de réviser systématiquement les travaux qui ont été menés sur la fraude fiscale.

Pour ce faire nous avons procédé comme suit :

Dans cet article, une revue systématique a été réalisée en utilisant la méthode PRISMA (Preferred Reporting Items for Systematic reviews and Meta-Analyses).

PRISMA est une méthode développée par des experts en méthodologie pour conduire des revues systématiques.

Elle identifie, sélectionne et choisit systématiquement les études les plus pertinentes dans un domaine particulier en passant par quatre phases : identification, sélection, éligibilité et inclusion. .

Pour définir et délimiter ce domaine spécifique de la recherche, il est important que les mots-clés liés au sujet de l'article soient bien identifiés. Les principaux mots-clés sélectionnés sont : Fraude fiscale, taux d'imposition, contrôle fiscal, Pénalité.

L'étude a été réalisée à partir de journaux et de bases de données en ligne. La plupart des articles qui ont été jugés pertinents ont été obtenus à partir des sources énumérées ci-dessous :

- CAIRN, J STOR, ScienceDIRECT, google scholar, Web of science

L'utilisation du logiciel ZOTERO, afin d'optimiser la gestion des résultats de recherches et des références ainsi que la documentation. Ensuite garder le détail et créer une bibliographie.

Afin de sélectionner les articles les plus pertinents, les articles non pertinents pour le travail actuel ont été éliminés sur la base de critères d'exclusion suivants :

- Les articles en double.
- Articles publiés dans d'autres langues que l'anglais et le français.
- Les articles hors sujet.
- Documents autres que les articles journal et articles revues.

Le principal critère d'inclusion des articles est leur relation avec :

- La lutte contre la fraude fiscale
- Le taux d'imposition et fraude
- Le contrôle fiscal et la fraude
- La pénalité et la fraude

Et afin de répondre à la question de fraude nous avons exploré et analysé les travaux pertinents qui ont été fait sur ce sujet et les moyens qui pourraient éventuellement parvenir à lutter efficacement contre la fraude fiscale.

Par suite nous avons étudié les liens entre la décision de fraude fiscale ou de conformité fiscale avec les paramètres de la fraude, à savoir : le niveau du revenu réel, le changement du taux d'imposition fiscale, la probabilité de contrôle et le niveau de pénalité attendu :

- l'impact d'un alourdissement de l'imposition du revenu sur la décision de fraude fiscale
- L'efficacité du taux de pénalité sur le comportement déviant du contribuable
- L'analyse du lien entre la probabilité de détection et le revenu déclaré

## **2. Développement**

### **2.1. La fraude fiscale, un phénomène difficile à définir : le cadre conceptuel**

La fraude fiscale a toujours été présente dès l'apparition des premiers impôts, dans tous les pays et à toutes les époques, Comme le disait si bien Georges Pompidou : « la fraude est à l'impôt ce que l'ombre est à l'Homme »

La complexité du phénomène de fraude se manifeste dans la diversité du vocabulaire qui lui est attaché et qui fait d'elle un concept difficile à cerner.

Si on parle de fraude, on parle aussi de fraude légale ou légitime, de fraude illégale, d'évasion internationale, d'évasion légale, d'évasion illégale, de paradis fiscaux ou de refuge, d'abus de droit de fuite devant l'impôt, de libre choix de la voie la moins imposée ou encore de sous-estimation fiscale, de fraude à la loi ou d'économie souterraine.<sup>1</sup>

En effet la fraude fiscale et sociale, l'évasion, l'économie informelle sont des mondes qui se croisent puisque toutes ces activités échappent par définition aux autorités fiscales.

---

<sup>1</sup> Martinez Jean-Claude juriste, *La fraude fiscale*.

La fraude fiscale peut par exemple entrer dans une définition large du travail au noir (avec donc la prise en compte, entre autres, des revenus du capital), et l'évasion fiscale devient de ce point de vue un élément à prendre en compte dans les mesures de lutte contre le travail non déclaré.<sup>2</sup>

C'est ainsi qu'un arrêt sur la définition de quelques concepts clés est important dans la mesure où il permettra de clarifier les termes utilisés. Alors la distinction entre la fraude fiscale et les notions voisines est donc indispensable pour bien cerner son ampleur.

Souffrant de l'absence d'une définition légale, Larousse définit la fraude comme un acte malhonnête fait dans l'intention de tromper en contrevenant à la loi ou aux règlements, et la fraude fiscale comme un recours à des procédés illégaux en vue de réduire la dette fiscale d'un contribuable. Ainsi, la sous-estimation de ses revenus ou celle de la valeur de son patrimoine relèvent de la fraude fiscale.

La fraude fiscale est définie par l'ODCE 'Organisation de coopération et de développement économiques' comme « toute action du contribuable qui implique une violation de la **loi**, lorsqu'on peut prouver que l'intéressé a agi dans le dessin délibéré d'échapper à l'impôt ».

Le doyen Ripert écrivait en 1944, que la résistance du contribuable se traduit par la fraude fiscale. Entre lui et le fisc, c'est le jeu du plus rusé contre le plus fort. Il ne reconnaît pas l'Etat comme législateur mais le considère comme un créancier qui est assez puissant pour imposer sa loi et il se croit en droit d'y échapper.<sup>3</sup>

L'article 1741 du Code Général des Impôts français stipule que : quiconque s'est frauduleusement soustrait ou tenté de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement total ou partiel de l'impôt, soit qu'il ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits, soit qu'il ait volontairement dissimulé une partie des sommes sujettes à l'impôt, soit qu'il ait organisé son insolvabilité ou mis obstacle par d'autres manœuvres au recouvrement de l'impôt, soit en agissant de toute autre manœuvre frauduleuse.

On parle de fraude lorsqu'un contribuable ne déclare pas une partie de ses revenus, ou déduit de son revenu imposable une charge qu'il n'a pas supportée ou qu'il n'est pas autorisé à déduire afin de réduire le montant des impôts, c'est une activité illégale.

---

<sup>2</sup> J Pacolet et al., « Un indicateur de l'étendue et de l'évolution du travail au noir en Belgique », 2007.

<sup>3</sup> G. Ripert, préface à G. Lerouge, Théorie de la fraude en droit fiscal, L.G.D.G, 1944 pxx. cité par Anwar Falaki, « La Fraude Fiscale Au Maroc », s. d.

La fraude fiscale, au sens strict, reste difficile à mesurer de manière directe, les estimations de l'économie souterraine ou du non-paiement de l'impôt sont alternativement utilisées<sup>4</sup>, d'où la nécessité de définir également l'économie souterraine.

### **2.1.2 L'économie souterraine et fraude fiscale :**

L'économie souterraine appelée également économie de l'ombre, informelle ou parallèle, ne se limite pas aux activités illégales, mais recouvre également le revenu non déclaré tiré de la production de biens et services légaux, dans le cadre de transactions monétaires ou d'opérations de troc. Par conséquent, l'économie souterraine englobe toutes les activités économiques qui seraient généralement imposables si elles étaient déclarées au fisc. Il est toutefois difficile de donner une définition précise de l'économie souterraine parce que celle-ci évolue constamment en fonction des changements apportés à la fiscalité et à la réglementation.<sup>5</sup>

À côté de la fraude fiscale, entendue comme dissimulation pure et simple d'événements donnant prise à l'impôt, existe ce qu'on a coutume d'appeler l'évasion fiscale, c'est-à-dire un ensemble de techniques consistant à se soustraire à l'impôt sans pour autant heurter de front la législation fiscale.<sup>6</sup>

### **2.1.2 L'évasion fiscale et fraude fiscale :**

Selon M. Duverger, l'évasion fiscale devient un terme générique désignant l'ensemble des manifestations de fuite devant l'impôt.

« Si le plus souvent, la fraude fiscale, conçue strictement comme une infraction à la loi, se distingue de l'évasion fiscale, définie comme utilisation habile des possibilités offertes par la loi, cette limpide distinction s'obscurcit au point de s'effacer quand des divisions secondes sont introduites entre la fraude légale et la fraude illégale, l'évasion licite et l'évasion illicite.

Le terme « évitement » finit d'ailleurs par être utilisé pour désigner l'évasion fiscale licite !<sup>7</sup>

Fraude fiscale	Évasion fiscale
La fraude fiscale et les paradis fiscaux se présentent comme deux réalités qui ne sont pas forcément liées. L'une peut vivre sans l'autre.	

<sup>4</sup> Bazart, *La fraude fiscale*.

<sup>5</sup> Schneider et Enste, *Sous la protection de l'ombre*.

<sup>6</sup> Gutmann, « L'évasion fiscale des sociétés ».

<sup>7</sup> L. CADIET Cité par Marion Turrin et al., « LA LEGITIME REPRESSION DE LA FRAUDE FISCALE », s. d., 487.

<ul style="list-style-type: none"> <li>– La fraude fiscale consiste à tromper l'État pour éluder l'impôt.</li> <li>– La fraude fiscale est un délit.</li> <li>– La fraude fiscale peut se réaliser en dehors des paradis fiscaux.</li> <li>– la fraude fiscale peut évidemment aussi se réaliser par le passage dans un paradis fiscal.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le paradis fiscal est un État où le particulier comme l'entreprise, souvent étrangers, ne paient pas d'impôt.</li> <li>– Le paradis fiscal existe de droit et les transactions et montages qui y sont opérés ne relèvent pas a priori d'un quelconque crime.</li> <li>– Le paradis fiscal peut dans l'absolu être exempt de tout délit.</li> </ul>
--	---

8

### 2.1.3 L'optimisation fiscale et la fraude fiscale

L'optimisation fiscale consiste à appliquer les règles fiscales dans le but d'atténuer la charge fiscale que doit supporter l'entreprise et ce sans être en infraction avec les dispositions de la loi. Elle a pour but de :

- Payer moins d'impôts que ne l'exigerait une interprétation raisonnable du droit d'un pays
- Payer des impôts sur des profits déclarés dans un pays autre que celui où il les a réellement encaissés
- Se débrouiller pour payer l'impôt un peu plus tard qu'il n'a réalisé les profits.

Lors d'un Entretien portant sur l'Éthique et fiscalité, Gianmarco Monsellato a déclaré que : La tentation est grande de confondre fraude et optimisation fiscales alors que les deux sujets sont parfaitement déconnectés. Frauder c'est se soustraire volontairement au respect du droit en vigueur ; optimiser consiste en revanche à utiliser la marge de liberté donnée par une loi, à laquelle la volonté générale a consenti.<sup>9</sup>

En revanche d'autres auteurs soulignent que la fraude fiscale, par nature, est dissimulée ; et ses frontières avec l'optimisation fiscale sont mal établies à cause du flou conceptuel qui l'entoure.<sup>10</sup>

La limite entre l'optimisation et la fraude fiscale est très difficile à déterminer et la différence entre les deux est compliquée vu que les règles fiscale de tous les pays sont complexes, et l'optimisation repose sur l'existence d'un doute quant à leur interprétation.

<sup>8</sup> Eric Vernier, « Fraude fiscale et paradis fiscaux : Quand l'exception devient la règle Ed. 2 - ScholarVox International »,

<sup>9</sup> Monsellato, Renouard, et Lorot, « Éthique et fiscalité ».

<sup>10</sup> Liger-Belair, « Fabrique et subtilité de la norme de l'évitement de l'impôt chez les spécialistes de l'optimisation fiscale ».



## 2.2 Modélisation paramétrique de la fraude fiscale :

La décision du contribuable dépend essentiellement du montant de son revenu réel, du taux d'imposition fiscale, de la probabilité de contrôle, du montant des amendes infligées en cas de détection.

En effet l'approche théorique de base pour étudier la fraude fiscale provient du modèle d'**Allingham et Sandmo (1972)**, complétée par l'extension de **Yitzhaki [1974]** et des modèles plus généraux de la décision et de fraude fiscale, de type **Koskela (1983)**

### 2.2.1 Un modèle économique des comportements de fraude fiscale : Modèle d'**Allingham et Sandmo (1972)**.

L'approche d'**Allingham et Sandmo (1972)** est basé sur la théorie d'utilité espérée<sup>11</sup> ; Le comportement du contribuable est conforme aux axiomes de **VON NEUMANN MORGENSTERN**, un comportement dans un environnement incertain, cela signifie qu'en présence de risque, le contribuable fait un choix qui est basé sur l'utilité espérée ou l'espérance mathématique des utilités et que sa fonction d'utilité est uniquement dépendante du revenu disponible.

Le contribuable compare gain et coût et cherche à maximiser son utilité espérée associée à la loterie fiscale, en témoignant une aversion absolue au risque de sorte que l'utilité marginale  $U$  est positive et strictement décroissante.

Les mesures de l'aversion au risque de **ARROW PRATT**, qui sont définies et notées par :

$$A(K) = -\frac{U''(K)}{U'(K)} ; \text{L'indice d'aversion absolue au risque.}$$

$$R(K) = -\frac{U''(K)K}{U'(K)} ; \text{L'indice d'aversion relative au risque.}$$

Avec  $k$  le niveau revenu et  $U' > 0$  et  $U'' < 0$ .

---

<sup>11</sup> L'incertitude est une caractéristique majeure de la réalité économique. Les économistes ont donc cherché des moyens de l'intégrer dans leurs modèles. L'un de ces moyens est la théorie de l'utilité espérée, selon laquelle, confronté à un choix dont les effets sont incertains, l'agent économique visera à maximiser l'espérance mathématique de l'utilité du gain

Ils ont modélisé la décision de fraude fiscale en fonction du taux d'imposition, de la probabilité de contrôle fiscal et du taux de pénalité sur le revenu non déclaré lorsqu'il y a contrôle.

Le modèle prédit qu'une augmentation de la probabilité de détection mènera toujours à un niveau plus élevé du revenu déclaré et qu'une augmentation du taux de pénalisation augmentera toujours la fraction du revenu réel déclarée, donc le niveau choisi de fraude diminue ; en d'autres termes que les individus font leur choix du montant à déclarer à l'autorité fiscale sous incertitude face à la possibilité d'être attrapé et que le montant caché aux autorités est inversement proportionnel à la probabilité de contrôle et aux montants des pénalités.

Le modèle prédit également le résultat contre-intuitif<sup>12</sup> que le niveau de fraude décroît lorsque le taux d'imposition augmente.

En effet, le contribuable a le choix entre deux stratégies :

Choix 1 : Déclarer son revenu réel.

Choix 2 : Déclarer moins que son revenu réel.

S'il opte pour le deuxième choix, le contribuable déterminera quel montant il va soustraire à l'imposition. Il fait face à deux possibilités :

- ⇒ Le contribuable n'est pas contrôlé ou l'administration fiscale ne détecte pas la fraude et son revenu disponible après impôt est plus élevé. ce sera plus avantageux que le premier choix.
- ⇒ Le contribuable est contrôlé, reconnu coupable et puni, bénéficiera d'un niveau de revenu inférieur.

Le but du modèle est en fait, de formaliser la réponse de la fraude fiscale en fonction des variables exogènes, Le revenu réel du contribuable  $W$ , qui est connu par le contribuable mais ignoré de l'administration fiscale. L'impôt est prélevé à un taux d'imposition  $T$ , constant, portant sur le montant de revenu déclaré  $X$ . Avec une certaine probabilité  $p$ , Il est supposé qu'à l'issue du contrôle, l'administration fiscale a une complète connaissance du montant réel du revenu du contribuable. Quand ceci se produit, le contribuable devra payer l'impôt sur la somme non déclarée,  $(W-X)$  plus un taux de pénalisation  $q$ . avec  $q > T$  puisque le taux de

---

<sup>12</sup> Un résultat contre-intuitif est un résultat inverse ou très différent de celui auquel on s'attend, intuitivement, avant qu'elle ne soit mise en action, ou dont l'interprétation va à l'encontre de l'évidence ou du sens commun.

pénalité inclut tout à la fois le remboursement de l'impôt dû et la sanction pour fraude. Donc le montant payé est supérieur à ce que le contribuable aurait dû payer s'il n'avait pas fraudé.

W : Le revenu réel,

X : Le revenu déclaré,

W – X : Le revenu non déclarée,

T : Taux d'imposition,

p : Probabilité p, le contribuable sera soumis au contrôle par l'administration fiscale

1 – p Probabilité 1-p, le contribuable échappe au contrôle

q : Taux de pénalisation sur le revenu non-déclaré.

U : fonction d'utilité de type « Von Neumann-Morgenstern » traduisant l'aversion au risque de l'individu.

Le contribuable va choisir le montant de revenu à déclarer, X, afin de maximiser son utilité espérée, en effet le programme de maximisation pour son utilité espérée est présenté comme suit :

$$\text{Max } E(U) = (1-p) U(W - TX) + pU(W - TX - q(W - X))$$

Avec :

Y = W – TX : Revenu disponible lorsque le contribuable n'est pas découvert dans son action de fraude.

Z = W – TX – q (W – X) : Revenu disponible à l'issue du contrôle fiscal du contribuable.

Soit :

$$\text{Max } E(U) = (1-p) U(Y) + pU(Z)$$

L'état de premier ordre fait sortir la valeur de X (revenu déclaré à l'administration fiscale) et s'écrit :

$$-T(1-p) U'(Y) - (T-q)pU'(Z) = 0$$

La condition de premier ordre donne alors l'égalité :

$$U'(Y) / U'(Z) = -p(T - q) / T(1 - p)$$

La condition de second ordre s'écrit comme suit :

$$D = T^2(1-p) U''(Y) + (T-q)^2 pU''(Z)$$

L'expression  $D$ , est négative du fait de la concavité de la fonction d'utilité traduisant l'aversion au risque de l'individu.

Nous analyserons donc les liens entre la décision de fraude fiscale ou de conformité fiscale avec les paramètres de la fraude (le niveau du revenu réel, le changement du taux d'imposition fiscale, la probabilité de contrôle et le niveau de pénalité attendu)

### **La relation entre l'imposition et la fraude fiscale**

Dans le cadre de ce modèle, Il est possible d'analyser l'impact d'un alourdissement de l'imposition du revenu sur la décision de fraude fiscale du fait que la fraude fiscale est souvent présentée comme une réaction face au poids de l'imposition.

En différenciant la condition du premier ordre par rapport à  $T$ , nous avons :

$$\frac{\partial X}{\partial T} = - \frac{X[T(1-p)U''(Y) + (T-q)pU''(Z)]}{D} + \frac{[(1-p)U'(Y) + pU'(Z)]}{D}$$

La condition du premier ordre permet ensuite d'obtenir une expression dans laquelle apparaissent les indices d'aversion au risque absolu d'Arrow-Pratt telle que :

$$\frac{\partial X}{\partial T} = \frac{XT(1-p)U'(Y)[R(Y) - R(Z)]}{D} + \frac{(1-p)U'(Y) + pU'(Z)}{D}$$

La deuxième expression du côté droit de l'équation est clairement négative. La première expression est positive, nulle ou négative selon les cas où l'aversion absolue au risque est décroissante, constante ou croissante. Cette décroissance de l'aversion absolue au risque semble être la proposition la plus attrayante, cela empêche de conclure quant à la nature du lien entre l'élévation du taux d'imposition et l'évolution du revenu déclaré.

Considérons les deux termes du côté droit de l'équation correspondent respectivement à l'effet revenu et à l'effet substitution.

L'effet de substitution est négatif car une augmentation du taux d'imposition fiscale est une situation qui profite aux contribuables pour éluder leurs impôts.

L'effet de revenu est positif parce qu'un taux d'imposition fiscale accru rend le contribuable moins riche, réduisant les ressources du contribuable, accroît sa sensibilité au risque et en conséquence tend à réduire la fraude. Ce qui signifie que plus un contribuable est riche, plus il saisit l'opportunité de frauder.

### **Lien entre le revenu réel du contribuable $W$ , et le montant qu'il va déclarer $X$ :**

L'analyse du lien entre le revenu réel du contribuable et le montant de sa fraude sera menée de la même manière. La condition du premier ordre du modèle général est alors différenciée par rapport à W,

En dérivant la condition du premier ordre,  $\partial E(U) / \partial X$  par rapport à W, nous obtenons :

$$\frac{\partial X}{\partial W} = \frac{[T(1-p)U''(Y) + (T-q)(1-q)pU''(Z)]}{D}$$

En utilisant l'indice d'aversion absolue d'Arrow-Pratt nous avons :

$$\frac{\partial X}{\partial W} = - \frac{T(1-p)U'(Y)[A(Y) - (1-q)R(Z)]}{D}$$

L'aversion absolue au risque est supposée décroissante, donc  $R(Y) < R(Z)$ . Cependant, le signe de la dérivée dépend de la valeur q.

Si  $q \geq 1$  le signe de la dérivée est positif, donc la fraude diminuerait quand le revenu réel W s'élève.

#### **L'efficacité du taux de pénalité sur le comportement déviant du contribuable**

En dérivant la condition du premier ordre,  $\partial E(U) / \partial X$  par rapport à au taux de pénalité q, il est possible de détacher l'effet d'une augmentation de cette dernière sur la décision de fraude.

$$\frac{\partial X}{\partial q} = - \frac{(W-X)(T-q)pU''(Z)}{D} - \frac{pU'(Z)}{D}$$

L'équation est toujours positive, de sorte qu'une augmentation du taux de pénalisation augmentera toujours la fraction du revenu réel déclarée. C'est pourquoi la décision de conformité fiscale dépend de l'ampleur des amendes. Des amendes plus élevées découragent ainsi la fraude.

#### **La probabilité de détection comme élément dissuasif pour la fraude fiscale**

Analysons le lien entre la probabilité de détection p et le revenu déclaré X, En différenciant la condition du premier ordre,  $\partial E(U) / \partial X$  par rapport à p, on aura :

$$\frac{\partial X}{\partial p} = \frac{[-TU'(Y) + (T-q)U'(Z)]}{D}$$

Le résultat de la dérivée est toujours positif. Donc toute augmentation de la probabilité de détection favorise l'honnêteté dans la déclaration. Ce qui traduit qu'une augmentation de la probabilité de détection mènera toujours à un niveau plus élevé de revenu déclaré.

## ⇒ Conclusion

Dans le modèle d'Allingham et Sandmo, l'accroissement des variable  $p$  et  $q$  entraîne une augmentation des revenus déclarés, donc une diminution de la fraude fiscale.

Par contre, la variation des revenus déclarés  $X$  par rapport au taux d'imposition et à celui des revenus réels pose des problèmes lors de la résolution de ce modèle.

Entre autre, on trouve que le signe de la dérivée de  $X$  par rapport à  $T$  est indéterminé.

De plus la condition de premier ordre ne permet pas de définir si la dérivée de  $X$  par rapport à  $W$  est supérieure à 1, autrement dit qu'il ne permet pas de montrer si le revenu déclaré augmente lorsque le revenu réel croît.

### 2.2.2 l'administration fiscale optimale : approche de YITZHAKI [1974]

La littérature sur la fraude fiscale a augmenté de manière significative, De même d'autres travaux ont venu compléter le modèle initial d'ALLINGHAM et SANDMO notamment avec la contribution de YITZHAKI [1974].

Le modèle d'ALLINGHAM et SANDMO a été critiqué par plusieurs auteurs, et en particulier par YITZHAKI, 1974, qui a levé l'indétermination du modèle concernant la réaction des fraudeurs à une modification du taux d'imposition.

Il considère le problème de la fraude fiscale dans un cadre similaire à celui défini par ALLINGHAM et SANDMO [1972], mais formalise d'une manière différente le montant de l'amende à payer où la pénalité porte spécifiquement sur l'impôt éludé :  $T(W-X)$  et non sur le revenu éludé  $(W-X)$ .

La condition pour obtenir un maximum dans cette nouvelle hypothèse est alors :

$$U'(Y) / U'(Z) = - p(q - 1) / (1 - p)$$

Cette hypothèse lève l'indétermination dans ce sens que le signe des dérivées du revenu déclaré par rapport au revenu avant impôt et par rapport au taux de taxation est clairement défini.

Le modèle de Ytzhaki fournit les résultats Suivants :

- $\partial X / \partial T > 0$ : le revenu déclaré s'accroît lorsque le taux de taxation nominal augmente. Dit autrement, toute augmentation de la probabilité de détection ou de la pénalité pour fraude favorise l'honnêteté dans la déclaration et donc diminue la fraude.

•  $0 < \partial X / \partial W < 1$ : le revenu déclaré s'accroît lorsque le revenu avant impôt augmente et dans une proportion plus forte. La fraude en valeur relative (en proportion du revenu total) tend donc à diminuer des individus.

### ⇒ Conclusion

Contrairement à la théorie, les études quantitatives menées sur la fraude fiscale montrent l'existence d'une augmentation de la fraude lorsque les revenus s'accroissent.

Ainsi, une diminution de la fraude lorsque le taux de taxation s'accroît paraît illogique.

### 2.2.3 l'effet de l'imposition sur la fraude : Koskela (1983)

**Koskela (1983)** cherche à vérifier si une augmentation de l'assiette fiscale stimulerait ou découragerait la fraude fiscale. Le résultat dépendra de façon sensible de la structure des pénalités si la fraude fiscale est détectée, si le taux de pénalisation est appliqué sur le revenu non déclaré, la fraude fiscale augmente ; tandis que si le taux de pénalisation est appliqué sur l'impôt éludé, la fraude fiscale diminue quand il y a une progression de l'assiette fiscale.

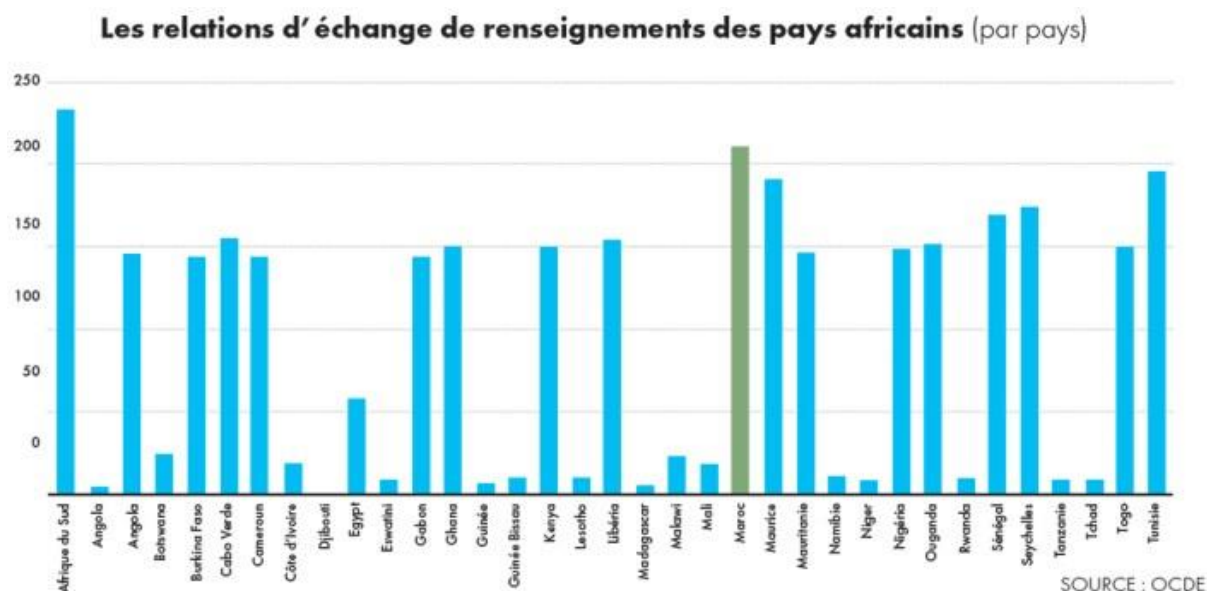
**Koskela (1983)** a également déduit que, lorsque le coût du contrôle est faible, augmenter le niveau de la sanction en diminuant la probabilité de détection génère une réduction de la fraude fiscale. Par conséquent lorsque ce coût est important, la fraude peut prendre de l'ampleur.

Sandmo (1981), Koskela (1983), précisent que plus de progressivité dans la pénalisation réduit sans ambiguïté la fraude fiscale.

### 2.3 L'impact des trois paramètres étudiés sur la fraude fiscale au Maroc.

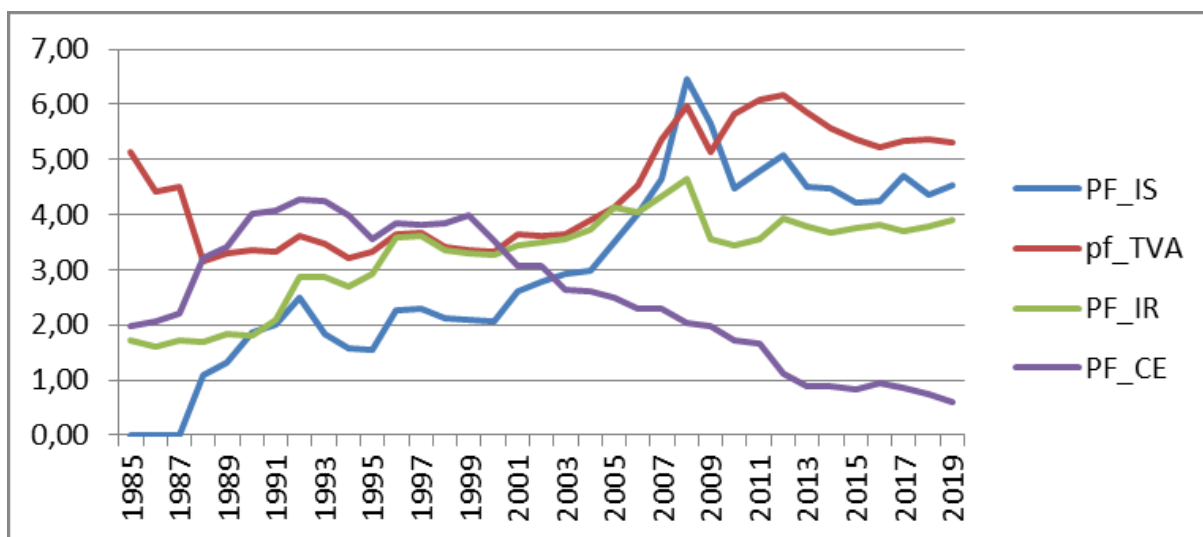
Selon un rapport du Forum mondial sur la transparence fiscale et l'échange d'informations en Afrique, intitulé «Transparence fiscale en Afrique», les flux financiers illicites se situeraient, selon les estimations, entre 50 et 80 milliards de dollars par an, et 44% du patrimoine financier du continent serait détenu à l'étranger, ce qui correspond à des pertes en recettes fiscales de 17 milliards d'euros.

Cette publication annuelle, concerne 32 pays membres du Forum mondial dont le Maroc fait partie, s'inscrit dans le cadre des différents efforts des pays africains pour faire progresser la transparence fiscale et le programme d'échange d'informations afin de lutter contre la fraude fiscale, l'érosion de l'assiette fiscale et la délocalisation des bénéfices.



### 2.3.1 Taux d'imposition

Graphique 2 : Évolution des taux d'imposition au Maroc<sup>13</sup>



Source : S.Salhi , A. Echaoui ; Estimation du taux de la taxation optimal au Maroc.

S.Salhi , A. Echaoui ont examiné le taux d'imposition fiscale au Maroc, Ils se sont basés sur le modèle de Scully, et ont fait ressortir que le taux d'imposition optimal est de 18,1% du PIB, ce dernier est inférieur au taux appliqué 18,8% du PIB.

Ils ont concluent que les dépenses publiques sont couvertes par un taux d'imposition très élevé et injuste, les effets de la politique fiscale deviennent néfastes et créent des externalités négatives ainsi qu'ils conduisent les comportements des contribuables vers la fraude et

<sup>13</sup> Le taux d'imposition est exprimé par le rapport des recettes fiscales d'un impôt sur le PIB.



l'évasion fiscale. Par conséquent, la fraude fiscale reste toujours présente car à la base nous avons une imposition lourde et injuste.

### **2.3.2 Le contrôle fiscal**

Selon les chiffres de la direction générale des impôts, la collecte des recettes fiscales compte plus sur la spontanéité et le consentement du contribuable. Vu que les recettes spontanées représentent 91,3% dudit recettes, tandis que les recettes provenant des opérations du contrôle fiscal n'en représentent que 8,7%.

Afin de renforcer le dispositif de contrôle fiscal, les opérations de contrôle ont porté sur un total de 7481 dossiers, contre seulement 2167 en 2015, soit une évolution de 245%. Ainsi que les effectif dédié aux missions de contrôle est passé de 628 en 2016 à 950 en 2018, soit une hausse de 51%.<sup>14</sup>

Grâce à la programmation des opérations de contrôle sur la base d'une analyse du risque et un meilleur ciblage des activités, les recettes résultant des contrôles sur place, sur pièce et du recouvrement forcé sont de 17,7 milliards de DH en 2018, soit une hausse de 46% par rapport à 2017.

### **2.3.3 Le taux de pénalisation**

Les sanctions adopter par le législateur marocain demeure critiquable.

La législation marocaine ne définit pas expressément l'infraction "fraude fiscale" mais elle se contente de réprimer certaine situation qui peuvent présumer de l'existence d'une fraude. Selon le Code Général d'Impôts Marocain, Les seuls actes réprimés fiscalement sont :

- Le défaut ou retard dans les dépôts des déclarations du résultat fiscal, des plus-values, du revenu global, des profits immobiliers, du chiffre d'affaire, des actes et des conventions ;
- L'abstention de communication des documents ;
- La rectification, l'omission, l'insuffisance ou la minoration de la base imposable
- La complicité de fraude

Les sanctions applicables en matière fiscales sont classées en deux catégories : les sanctions fiscales appelées aussi sanctions administratives et les sanctions pénales

Généralement les sanctions fiscales appliquées par l'administration, prennent la forme :

- De majorations d'impôt suite à la rectification des bases d'imposition dans le cadre des procédures de contrôle fiscal des déclarations
- De pénalités, de majorations ou d'amendes pour infraction aux obligations déclaratives ou comptable.

---

<sup>14</sup> Rapport+d'activité+DGI+2020-1.pdf ».

En effet, ces sanctions sont appliquées en tenant compte :

- Du degré de gravité de l'infraction commise
- La qualité du contribuable : redevable réel ou collecteur d'impôt
- Le mode de dépôt de la déclaration : spontanément ou suite à un contrôle fiscal

En cas de mauvaise foi ou de dissimulation établie et approuvée par l'administration fiscale, le taux de majoration de 15% est porté à 100% avec un minimum de 1000 dh (article 186 du CGI)

Et pour le complice, selon les dispositions de l'article 187 du code général des impôts " Sanctions pour fraude ou complicité de fraude " : Une amende égale à 100 % du montant de l'impôt élué est applicable à toute personne ayant participé aux manœuvres destinées à éluder le paiement de l'impôt, assisté ou conseillé le contribuable dans l'exécution desdites manœuvres, indépendamment de l'action disciplinaire si elle exerce une fonction publique.

Il existe une dominance de sanctions administratives en revanche une quasi absence de sanctions pénales. Elles ne s'appliquent que rarement et c'est impossible de trouver un contribuable puni par l'emprisonnement suite à un contrôle fiscal.

## **2.4 Résultats et discussion**

Depuis les travaux d'Allingham et Sandmo sur la fraude fiscale, un certain nombre d'économistes ont tenté de développer un modèle à partir du modèle de référence d'Allingham et Sandmo qui l'ont fait en 1972.

Le premier enjeu du contribuable comprend sa décision sur le montant des revenus qu'il déclarera à l'administration fiscale.

Les contribuables font donc une comparaison entre les gains auxquels on peut s'attendre en évitant leurs impôts et les risques qui seraient encourus s'il était contrôlé par les agents du fisc.

Cette prise de décision dépend alors d'un certain nombre de paramètres ainsi que du degré d'aversion au risque du contribuable.

Le montant de revenu qu'il déclarera dépendra de son niveau de revenu réel, de son taux d'imposition, de la possibilité de contrôle et du taux de pénalisation reçues lors de sa découverte. Le contribuable connaît deux des paramètres, à savoir son niveau de revenu réel et son taux d'imposition, mais il ignore la possibilité de contrôle et le montant qu'il paiera sous le contrôle de l'administration fiscale. En revanche, l'autorité compétente ne connaît pas les revenus réels du contribuable.

Les conclusions d'Allingham et Sandmo affirment que les décisions des contribuables dépendront de leur indice d'aversion au risque relatif. Si l'indice augmente, le résultat est positif, ce qui signifie que le revenu déclaré a augmenté. Si l'indice est constant, le résultat est zéro et le montant du revenu déclaré reste constant. Enfin, si l'indice est décroissant, le signe de l'expression est négatif, ce qui signifie que le revenu déclaré diminue. Par conséquent, le montant du revenu à déclarer dépend du niveau de revenu réel. Mais le résultat n'est toujours pas clair.

En effet, la fraude fiscale correspond à une prise de décision dans l'incertain. Les paramètres qui affectent la décision optimale du contribuable individuel sont :

#### → **Le taux d'imposition**

**Allingham et Sandmo (1972)** ont conclu qu'aucune hypothèse claire n'apparaît quant au rapport entre le taux d'imposition et la fraude fiscale, en raison de l'incertitude à être contrôlé ou non par l'administration fiscale. D'une part, une augmentation du taux d'imposition fiscale augmente la fraude à la marge, mais d'autre part, une augmentation du taux d'imposition fiscale rend le contribuable moins riche, ce qui a tendance à réduire la fraude fiscale sous l'aversion absolue au risque décroissant.

**Yitzhaki (1974)** conclut qu'un taux d'imposition élevé amènera le contribuable à être plus honnête dans sa déclaration.

La réponse de **Koskela (1983)** sur l'augmentation du taux d'imposition fiscale dépend sensiblement de la nature du système de pénalité si la fraude fiscale est détectée. Si le taux de pénalisation est perçu sur le revenu non déclaré, la fraude fiscale augmentera, alors que si le taux de pénalisation est perçu sur l'impôt éludé, la fraude fiscale diminuera.

#### → **Le taux de pénalisation**

Concernant le taux de pénalisation, les résultats d'**Allingham et Sandmo (1972)** ont montré qu'une augmentation du taux de pénalisation augmentera toujours la fraction du revenu réel déclarée.

Par contre, **Alm et al. (1995)** précisent que les amendes sont efficaces seulement si elles sont associées à des taux de contrôle élevés.

#### → **La probabilité de détection**

**Allingham et Sandmo** les résultats de recherche ont montré qu'une augmentation de la probabilité de détection mènera toujours à un niveau plus élevé de revenu déclaré.

**(Alm et al. (1995)** concluent que L'impact des probabilités de contrôles élevées est très efficace.

En effet, **BERON, TAUCHEN et WITTE [1988]**, quant à eux signalent qu'une intensification des contrôles favorise une juste déclaration des revenus.

Pour le cas du Maroc, une réflexion a été menée ces dernières années par les pouvoirs publics sur les pistes à explorer pour asseoir un système fiscal marocain à la fois efficace, performant et équitable.

Cette réflexion s'est intensifiée avec la tenue de deux Assises nationales sur la fiscalité, respectivement en 2013 et en 2019.

Les conclusions de ces assises visent l'allègement de la pression fiscale, la réforme du système de la fiscalité locale et la valorisation de la bonne gouvernance.

Elles visent également la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et le rétablissement de la confiance entre les contribuables et l'administration fiscale.

Suite à ces assises fiscales des recommandations ont été formulées.

A ce niveau nous avons ciblé les recommandations qui touchent dans un premier temps les trois paramètres étudiées, à savoir : le taux d'imposition, la pénalisation et le contrôle fiscal.

**En ce qui concerne la pénalisation, on trouve :** Le renforcement des sanctions applicables aux infractions les plus graves (fraude en matière de la tva, fausses factures, ...)

**Pour le control fiscal :**

- Instituer un cadre légal pour les accords à l'amiable conclus suite à un contrôle fiscal
- Faire supporter à l'administration fiscale la charge de la preuve dans le cadre du contrôle fiscal
- Institution de l'interopérabilité entre les systèmes d'informations des administrations.

**En ce qui concerne le taux d'imposition :**

- Répartir les recettes supplémentaires qui découlent de l'élargissement de l'assiette entre la baisse de la pression fiscale et le financement de la couverture et des aides sociales
- Baisser progressivement le taux marginal de l'IS en fonction de l'élargissement de l'assiette
- Réviser les taux et les tranches du barème de l'IR en vue de soutenir le pouvoir d'achat des faibles revenus et des classes moyennes.

Le ministre de l'Economie et des Finances a souligné que seulement 33% des sociétés déclarent des bénéfices et 73% d'entre elle, paient le minimum, il s'avère nécessaire d'adopter les normes et les pratiques internationales en matière de gouvernance et de transparence.

A l'issue des travaux de ces Assises, un projet de loi-cadre sur la fiscalité a été élaboré pour porter les grands principes de la réforme fiscale. Ce projet de loi cadre a donné corps et sens

au travail accompli et il constitue le référentiel des lois de Finances des 5 prochaines années à partir de 2020.

Un système fiscal efficace, juste, équitable et équilibré, est considéré comme un levier structurant pour le financement du Nouveau modèle de développement.

Ce projet de loi-cadre veillera à intégrer le secteur informel, à renforcer les dispositifs de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et ce, via l'instauration d'un système fiscal simplifié et facile à accéder et le renforcement des mécanismes de contrôle.

Il s'intéresse également à la baisse de la pression fiscale sur le contribuable, au fur et à mesure de l'élargissement de l'assiette, en se dirigeant progressivement vers un taux unique pour l'impôt sur les sociétés (IS), conformément aux meilleures pratiques internationales.

Il est également question de prévoir des sanctions adéquates aux infractions commises

### **3. CONCLUSION**

L'histoire de l'impôt nous porte-enseigne que la fraude fiscale est présente à toutes les époques et dans tous les pays.

La lutte contre la fraude fiscale est loin d'être une simple affaire ce qui traduit les lacunes du contrôle qu'exercent les pouvoirs publics sur les contribuables

Au Maroc, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics en termes de contrôle fiscal et la lutte contre les comportements de la fraude et l'évasion fiscale, il existe des enjeux qui freinent ces efforts entrepris.

Les pouvoirs publics doivent entreprendre toute mesure susceptible de renforcer le contrôle fiscal. Un renforcement sur le plan humain et celui matériel

La technique d'imposition ainsi que l'imperfection du contrôle fiscal procurent, tous deux, aux contribuables des opportunités de fraude.

Conformément aux apports de la littérature sur la fraude, le renforcement du contrôle a pour conséquence directe, la réduction de la probabilité de la fraude

Les conséquences décourageantes de la probabilité de détection de la fraude du contribuable constituent un résultat sans aucun doute depuis la contribution d'ALLINGHAM et SANDMO [1972].

De ce fait, une réforme du contrôle fiscal est aussi requise pour consolider l'effort de lutte contre ce phénomène.

Le raisonnement est pareil en ce qui concerne la sanction, plus elle est élevée plus le contribuable est susceptible de détériorer sa situation financière si l'administration fiscale détecte sa fraude.

Contrairement à la théorie, les études quantitatives menées sur la fraude fiscale montrent qu'une diminution de la fraude lorsque le taux de taxation s'accroît paraît illogique.

Au Maroc, il n'y a pas d'organismes dédiés à la production des estimations de la fraude fiscale. Il y a donc un réel manque de données et de recherches sur le sujet.

L'étude de la fraude fiscale et des solutions envisagées au niveau international a mis en évidence l'importance d'entreprendre des actions visant à quantifier l'ampleur de cette fraude, et d'effectuer des réformes au niveau du système fiscal et du contrôle fiscal pour une lutte efficace contre ce fléau.

## REFERENCES

Bazart, Cécile. *La fraude fiscale : modélisation du face à face Etat contribuables*, 2000.

Falaki, Anwar. « La Fraude Fiscale Au Maroc », s. d.

Gutmann, Daniel. « L'évasion fiscale des sociétés ». *Revue internationale de droit comparé* 62, n° 2 (2010): 533-51.

J Pacolet, S Perelman, P Pestieau, et K Baeyens. « Un indicateur de l'étendue et de l'évolution du travail au noir en Belgique », 20007.

Liger-Belair, Philippe. « Fabrique et subtilité de la norme de l'évitement de l'impôt chez les spécialistes de l'optimisation fiscale ». *Deviance et Societe* Vol. 42, n° 2 (10 août 2018): 325-49.

Martinez Jean-Claude juriste. *La fraude fiscale*. Que sais-je ? Paris, 1984.

Monsellato, Gianmarco, Cécile Renouard, et Pascal Lorot. « Éthique et fiscalité ». *Geoeconomie* N° 81, n° 4 (14 novembre 2016): 33-46.

Schneider, Friedrich, et Dominik Enste. *Sous la protection de l'ombre: La croissance de l'économie souterraine*. Washington, D.C.: International Monetary Fund, 2003.

Rapport+d'activité+DGI+2020-1.pdf », s. d.

Turrin, Marion, Eric Oliva, Thierry Lambert, Philippe Luppi, et Olivier Negrin. « LA LEGITIME REPRESSION DE LA FRAUDE FISCALE », s. d., 487.

Vernier, Eric. « Fraude fiscale et paradis fiscaux : Quand l'exception devient la règle Ed. 2 - ScholarVox International ».